

Inquiétante flambée de violence à l'approche des élections au Burundi

PANA, 15/05/2010 Dar-es-Salaam, Tanzanie - A l'approche des élections marquée par une augmentation inquiétante des violences politiques, les autorités burundaises devraient faire comprendre à tous les partis politiques et leurs partisans que nul n'est au-dessus des lois, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui dans un nouveau rapport. "Si rien n'est fait, ces élections pourraient mettre un frein aux progrès notables du Burundi vers la paix et la démocratie multipartite après des années de guerre civile, a indiqué Human Rights Watch.

Le rapport de 47 pages, "We'll Tie You Up and Shoot You' : Lack of Accountability for Political Violence in Burundi" ("Nous allons vous ligoter et vous abattre : Les violences politiques demeurent ingérables au Burundi"), s'appuie sur quatre mois de recherches sur le terrain, à Bujumbura et dans quatre provinces rurales. La plupart de ces violences ont impliqué le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD FDD) et son plus proche adversaire des prochaines élections, les Forces nationales de libération (FNL). À quelques exceptions près, la police a omis de procéder à des enquêtes approfondies, et personne n'a été poursuivi dans la grande majorité des cas. "Si la police et les autorités judiciaires ne mènent pas d'enquêtes et ne punissent pas les agressions à motivation politique, leurs auteurs continueront à se croire au-dessus des lois" a déclaré Georgette Gagnon, directrice de la Division Afrique à Human Rights Watch. "La situation est extrêmement tendue, vu que de nombreux militants de partis sont armés et prêts à recourir à la violence pour intimider leurs rivaux". Depuis septembre 2009, au moins sept affrontements entre militants de différents partis ont fait de nombreux blessés, la plupart d'entre eux s'étant produits entre des membres du CNDD-FDD et des FNL, qui ont tous deux incité à ces heurts. D'autres partis, notamment le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), l'Union pour la paix et le développement (UPD), et le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) ont accusé des membres de la ligue de la jeunesse du CNDD-FDD, Imbonerakure, d'avoir agressé physiquement leurs membres, tandis que le FNL-Iragi, un groupe dissident associé au CNDD-FDD, a formulé des accusations similaires contre les FNL. Cette récente flambée de violences pourrait s'aggraver au cours des cinq scrutins successifs prévus entre mai et septembre 2010, à moins que les forces de l'ordre et les partis politiques eux-mêmes ne prennent des mesures immédiates. "Même si le gouvernement nous retire nos armes, nous en avons gardé quelques unes pour nous protéger. Si un membre des FNL est tué, nous nous battons jusqu'au bout. Nous sommes tous des ex combattants. Le CNDD-FDD a des armes, nous en avons aussi", clame sans retenue à Human Rights Watch un membre des FNL à Kinama. "Ce genre de déclarations suggère un risque potentiel de grave escalade dans la violence" a averti Georgette Gagnon, précisant que "certains militants sont convaincus qu'ils sont au-dessus de la loi, tandis que d'autres, qui ont perdu la foi dans le système judiciaire, se rendent justice eux-mêmes".